

Résumé :

Suspension de toutes les activités non essentielles (cf. 1)

Clôture : Spread Btp italien / Bund : 247,2 – Bourse Milan indice FTSE Italia All Share: -16,% (cf. 4)

P.J. : Liste des textes pris depuis le début de la crise ; Tableau des restrictions observées sur les modes de transport au 12 mars

1- MESURES NOUVELLES

Afin de contenir la contagion sur l'ensemble du territoire national, le nouveau décret du Président du Conseil du 11 mars 2020 restreint strictement les activités et les déplacements sur le territoire italien 25 mars 2020. **Le décret suspend toutes les activités non essentielles et maintient par exception :**

- les commerces alimentaires de première nécessité,
- les kiosques à journaux, les bureaux de tabac, les pharmacies et les parapharmacies
- les cantines et les services de restauration autoroutière, dans les gares, aéroports ou hôpitaux
- les blanchisseries, les services funéraires
- les services bancaires, financiers et d'assurance, ainsi que les activités des secteurs agricoles et l'élevage d'animaux destinés à la transformation agroalimentaire

Dans ces lieux, la distance de 1 mètre entre les personnes s'applique.

Des restrictions sont appliquées aux services publics de transport locaux et inter-régionaux, ainsi qu'aux services de transports ferroviaires, aériens, maritimes. Ces services sont limités, sur la base des exigences effectives, aux services essentiels minimaux.

La continuité des services administratifs est assurée, sauf exception requérant la présence physique des agents, par télétravail.

Dans les entreprises, toutes les activités qui ne sont pas liées au processus de production sont suspendues, sont recommandés le télétravail lorsqu'il est possible, l'utilisation des congés et, pour celles qui restent en activité, l'adoption de protocoles de sécurité anti-contagion, le respect de la distance de 1 mètre entre les personnes et l'assainissement des lieux de travail.

2- IMPACTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS D'APRES LES OPERATEURS ET LES REPRESENTANTS PROFESSIONNELS

Carlo Cottarelli (Observatoire des comptes publics, U. Cattolica de Milan) approuve le niveau d'engagement à 25 Mrds EUR du paquet à venir.

La **santé** est le secteur prioritaire, mais une partie de la dépense aura un caractère structurel. Un rattrapage est toutefois nécessaire car la dépense publique de santé a beaucoup baissé ; elle est de 6,5% du PIB, soit 3pp de moins qu'en France ou en Allemagne.

Le **soutien à l'économie** vient ensuite. Les dépenses doivent être temporaires, ne devant aggraver le déficit de manière permanente, ni le déficit structurel, par des mesures comme une baisse permanente des impôts ou de l'âge de départ à la retraite. En premier lieu, les interventions doivent être flexibles pour faire face au besoin de liquidités, privilégiant notamment des mesures de réduction temporaire des impôts, taxes et cotisations sociales, ou encore la suspension du remboursement des prêts par les entreprises, mais aussi la modification de la réglementation bancaire sur le traitement des prêts non performants.

En second lieu, l'objectif doit être de maximiser l'impact sur la demande (face à une crise issue d'un choc de l'offre, avec une rupture de la chaîne de production), par le recours à des mesures à fort effet multiplicateur. Il faut privilégier une hausse temporaire des investissements dans les infrastructures, plutôt que des transferts aux ménages (qui pourraient faire le choix de l'épargne en cette période

d'incertitudes). Le gouvernement doit lever les obstacles à l'investissement public (lenteur administrative) et reprendre le modèle pour le pont de Gênes (NDR : pilotage des projets par un commissaire *ad hoc*).

Enfin, les 25Md€ devraient être financés par des Eurobonds, plutôt que par l'accroissement de la dette italienne. Dans l'hypothèse d'un financement par émission de titres souverains italiens, il doit être clair que le dépassement temporaire du plafond de la dette de 3% n'est pas contraire aux règles européennes, compte tenu du caractère extraordinaire des événements. Si les marchés ont réagi de manière modérée comme le montre l'évolution des taux, une augmentation de l'achat de dette par la BCE pourrait les rassurer. Enfin, le gouvernement devrait, passé le cap de la crise, montrer sa capacité à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour augmenter le potentiel de croissance, condition essentielle à la soutenabilité de la dette publique.

L'upB (homologue du Haut conseil pour les finances publiques) estime les premières conséquences économiques du coronavirus en Italie :

- deux tiers des entreprises italiennes ont enregistré des impacts négatifs sur leur activité économique et *10% d'entre elles observent des impacts très sévères*.
- Le secteur manufacturier devrait être impacté davantage en mars (notamment dans le secteur automobile) car la production manufacturière chinoise a diminué significativement en février ;
- Les secteurs de l'habillement et la vente de biens durables devraient être vraisemblablement pouvoir récupérer la perte de chiffre d'affaires, une fois terminée la phase d'urgence.
- Le secteur du tourisme ne devrait pas récupérer complètement la perte d'activité, à la suite du retour à la normale (cf. non report de certaines manifestations comme le carnaval) : les impacts devraient être ressentis dès le mois d'avril.
- Les services logistiques, financiers et professionnels, qui représentent environ 15% du PIB, ont de liens étroits avec le secteur manufacturier, déjà très touché par le blocage des chaînes de valeur mondiales.

3- ANALYSE SECTORIELLE / ENTREPRISES

Secteur agricole :

- La **Coldiretti** estime que l'isolement de l'Italie pourrait menacer 44,6 Mds€ d'exportations. Les contraintes imposées par l'Autriche au tunnel du Brenner sont jugées les plus graves, étant donné l'importance (63 %) des volumes de produits agroalimentaires qui y transitent.
- La **Confagricoltura** demande une coordination européenne en matière de transports pour garantir la libre circulation des marchandises et estime indispensable que les produits puissent arriver à destination dans les délais impartis, en particulier les produits périssables comme les fruits et légumes.
- La **Confagricoltura d'Emilie Romagne** (l'une des principales régions productrices de fruits) **craint le manque de main d'œuvre saisonnière (majoritairement étrangère)**. L'organisation demande des solutions pratiques dans les plus brefs délais pour résoudre les problèmes liés aux règles sanitaires imposées.
- La **Confagricoltura** enregistre une « *baisse du prix du lait de 4 centimes/litre* », liée en partie « *à la baisse de la consommation, au ralentissement des exportations de Parmigiano Reggiano, à la réduction du nombre de trajets effectués par certains transporteurs en raison de la crainte de contagion et les blocages aux frontières* ».
- Les envois de denrées et de vifs vers l'Italie continuent, sous réserve du respect par les transporteurs de certaines exigences.

Tourisme :

- **Federalberghi Veneto**, la fédération d'hôtellerie de Vénétie, annonce la fermeture de 75% des hôtels en Vénétie (100% dans certaines provinces).

Santé :

- Les dons de sang sont en déclin dans toutes les régions. *L'Association italienne des donneurs du sang* lance une campagne pour inviter les personnes à donner leur sang.
- Le PDG de **Gucci** fait un don de 100 000 euros à la société de soins *Reggio Emilia*.

La Chambre de commerce et d'industrie France-Italie (Milan) a mis tout son personnel en télétravail à l'exception de deux VIE. Certains VIE ont été rappelés en France par leur entreprise. La Chambre a annulé tous ses événements jusqu'au mois de mai compris. Un impact important sur ses services est attendu au second semestre.

4. BOURSE DE MILAN

		19-févr. clôture	11- mars clôture	12-mars clôture	Variation journalière (en pdb)	depuis la multiplication des cas hors de Chine (en pdb)
Marché Obligataire	BTP 2 ans	-0,19%	0,23%	0,76%	+54	+95
	BTP 5 ans	0,23%	0,61%	1,22%	+62	+99
	BTP 10 ans	0,94%	1,18%	1,74%	+56	+79
	Spread BTP - Bund 10 ans (pdb)	136,2	193,2	247,2	+54	+111
Marché Dérivés	CDS Italy 5 ans d14 (pdb)	98	201,7	155,766	-46	+58
					(en %)	
Marché Actions	STOXX 600	433,9	333,2	296,52	-11,0%	-31,7%
	STOXX 600 Banks	146,6	102,9	88,17	-14,3%	-39,8%
	FTSE Italia All Share	27675,1	19418,8	16286,37	-16,1%	-41,2%
	FTSE Mib	25477,6	17928,6	14949,5	-16,6%	-41,3%
	FTSE Italia All Share Banks	10324,0	6624,0	5482,9	-17,2%	-46,9%